

**Quelques propos sur l'évolution
de la coopération universitaire avec les pays d'outre-mer:
le cas particulier de l'Université de Liège /
Gembloux Agro-Bio Tech***

par

Jean-Jacques CLAUSTRIAUX**

MOTS-CLES. — Université; Coopération; Partenariat; Agronomie.

RESUME. — La Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux a toujours été une institution universitaire ouverte sur le monde, portant un regard particulier vers les pays en développement. A l'occasion des cent cinquante ans d'existence de cette institution, les relations internationales ont fait l'objet d'une analyse de son évolution qui peut se résumer comme suit: de la coopération au partenariat.

TREFWOORDEN. — Universiteit; Samenwerking; Partnerschap; Landbouwkunde.

SAMENVATTING. — *Enkele opmerkingen over de evolutie van de universitaire samenwerking met de overzeese landen (meer in het bijzonder: Université de Liège / Gembloux Agro-Bio Tech).* — De Faculteit van de Landbouwwetenschappen van Gembloux is altijd een universiteit geweest met internationale samenwerking en in het bijzonder met ontwikkelingslanden. Ter gelegenheid van de honderd vijftigste verjaardag van de universiteit is een evolutieanalyse gebeurd die als volgt kan worden samengevat: we zijn geëvolueerd van samenwerking naar partnerschap.

KEYWORDS. — University; Cooperation; Partnership; Agronomy.

SUMMARY. — *A Few Words about University Cooperation Development with Overseas Countries: The Particular Case of the Université de Liège / Gembloux Agro-Bio-Tech.* — The Agronomical Faculty of Gembloux (Belgium) has always been a gateway to the world and more particularly to developing countries. Its hundred and fiftieth anniversary is an opportunity to analyse its evolution which can be summarized as follows: from cooperation to partnership.

* Communication présentée à la séance de la Classe des Sciences techniques tenue le 31 mars 2011. Texte reçu le 12 avril 2011.

** Membre de l'Académie; Université de Liège / Gembloux Agro-Bio Tech, Passage des Déportés 2, B-5030 Gembloux.

Introduction

Au cours de l'année académique 2009-2010, Gembloux Agro-Bio Tech, entité de l'Université de Liège depuis le 1^{er} octobre 2009, anciennement appelée Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, a célébré le cent cinquantième anniversaire de sa création en 1860.

Ce fut l'occasion d'établir un bilan de ses activités en matière de relations internationales, et avec le Sud en particulier.

Tel est donc l'objet de cette communication dont l'intérêt consiste essentiellement à décrire le passé de la gestion des affaires à l'international.

Tout d'abord, elle s'attache à résumer la période 1860 à 1985 (LEDENT 1985) pour mieux appréhender ensuite les vingt-cinq dernières années, avant de conclure en énonçant quelques perspectives.

1860 à 1985: de la colonisation vers la coopération au développement

A l'aube du XX^e siècle, nantis de la formation théorique et appliquée obtenue à Gembloux et d'une première expérience en agronomie tropicale, acquise dans les colonies néerlandaises d'Indonésie, des ingénieurs de Gembloux vont être recrutés pour constituer l'ossature de l'administration de l'agriculture au Congo belge et de l'Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo (INEAC), principalement. Les activités de cette dernière institution vont alors s'étendre au Ruanda-Urundi. Plusieurs d'entre eux deviendront professeurs à Gembloux.

Cette période de relations internationales se termine avec l'indépendance du Congo en 1960 et celle du Burundi et du Rwanda en 1962. L'INEAC, l'ISABU (Institut des Sciences Agronomiques du Burundi), et l'ISAR (Institut des Sciences Agronomiques du Rwanda), avec la collaboration d'ingénieurs agronomes gembloutois et de leurs anciens professeurs, vont, avec plus ou moins de succès, tenter de survivre malgré les turbulences régionales. A ce moment, des ingénieurs agronomes ayant œuvré en Afrique centrale vont essaimer vers d'autres pays, via des organismes internationaux, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) notamment, ou nationaux, comme les instituts de recherche français d'outre-mer, ainsi que vers les nouvelles structures que la Belgique va mettre en place pour la poursuite de sa coopération au développement.

A la fin de la période coloniale, la Belgique est encore un état unitaire et les nouvelles structures pour la coopération au développement s'inspirent, à quelques variantes près, de celles qui existaient à l'époque précédente. L'Administration Générale de la Coopération au Développement (AGCD) va gérer, entre autres, une Coopération Technique Belge (CTB) et une Coopération Technique Universitaire (CTU). Centrées de préférence sur l'ancienne colonie et les anciens protectorats, les actions vont néanmoins s'étendre à d'autres zones géogra-

phiques: pays du Maghreb, anciennes colonies françaises d'Afrique, pays d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique. Les besoins formulés par les pays du Sud sont énormes. Cependant, devant l'embarras du choix, les sélections des projets s'opèrent le plus souvent en fonction des intérêts et des affinités des pays occidentaux, la Belgique ne faisant pas exception.

En Belgique, les velléités linguistiques s'accentuent; la partie flamande du pays revendique une répartition du budget de la coopération Nord-Sud de 58/42, au lieu du partage 50/50 jusque-là admis.

Les implications des universités belges deviennent aussi plus importantes et coordonnées. Cependant, les contacts entre universités flamandes et francophones vont être de moins en moins soutenus. L'AGCD va malencontreusement y contribuer. A titre d'exemple, elle confie la CTU avec la Tunisie aux universités flamandes et celle avec l'Algérie, le Burundi et le Maroc aux universités francophones. Ceci n'empêche pas la Faculté de Gembloux de développer un splendide projet d'assistance technique à Frétissa, en Tunisie (1968-1984), dont la valorisation des résultats en matière de «techniques de production de lait et de grain» a encore aujourd'hui des impacts dans toute l'Afrique du Nord. C'est à cette époque aussi que se développent des liens très privilégiés entre les enseignants-chercheurs de Gembloux, ceux de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II à Rabat et à Agadir (Maroc) et ceux de l'Institut national agronomique d'Alger – El Harrach (Algérie), notamment, Gembloux ayant eu la responsabilité de contribuer à la mise en place de départements universitaires complets. Signalons aussi une opération analogue à Thiès (Sénégal) avec la réalisation de l'Institut National de Développement Rural (INDR) où les relations se sont largement poursuivies après 1985.

Les premières structures communautaires belges sont aussi créées et le Commissariat Général aux Relations Internationales (CGRI), devenu récemment avec d'autres structures l'Espace Wallonie-Bruxelles International (WBI), initie des actions de coopération avec les acteurs universitaires locaux dans lesquelles des professeurs de Gembloux assument des responsabilités importantes, au Bénin par exemple.

1985 à 2010: de la coopération au développement vers le partenariat international

La période 1960-1985, consacrée à l'évocation du passage de la colonisation à la coopération au développement, étant ainsi résumée, évoquons maintenant les ving-cinq dernières années qui vont nous conduire au partenariat international. Signalons qu'une publication détaille les activités pour la période 1989-1992 (DAGNELIE *et al.* 1993).

Les transitions en matière de coopération au développement sont progressives et elles découlent d'un ensemble d'événements *a priori* en dehors du contexte.

Citons, notamment, la réforme des universités belges vers 1970, suite aux événements parisiens de mai 1968, le processus de régionalisation et de communautarisation des structures de la Belgique qui va aboutir à la fédéralisation de l'Etat en 1993.

Un Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF), rassemblant les institutions universitaires, voit le jour, ainsi que son équivalent en Communauté flamande, le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* (VLIR).

Le CIUF va désormais s'occuper de la coopération technique universitaire, en sous-traitance avec l'AGCD qui deviendra la Direction Générale de la Coopération au Développement (ex-DGCD, devenue DGD), une direction générale du Ministère fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. A cet effet, le CIUF crée une structure de gestion de ces moyens importants: la Commission Universitaire pour le Développement (CUD) qui va prôner l'interuniversitaire et le pluridisciplinaire pour ses programmes et dont la première présidence a été confiée au recteur de Gembloux.

Les programmes de la CUD concernent essentiellement de larges collaborations avec quelques institutions universitaires étrangères en enseignement, en recherche et en services à la collectivité (Coopération Universitaire Institutionnelle ou CUI), des projets plus ponctuels laissant davantage l'initiative à des professeurs du Nord et du Sud (Projets Interuniversitaires Ciblés ou PIC), des Cours Internationaux (CI) organisés par plusieurs institutions universitaires de la Communauté française pour répondre aux besoins de formations spécifiques conçues pour plusieurs années académiques dans le cadre de programmes de coopération au développement, etc. Dans ce cadre, la Faculté de Gembloux collabore amplement avec plusieurs universités (Bénin, Bolivie, Burundi, Cambodge, République Démocratique du Congo, Haïti, Maroc, Vietnam).

Si, au départ, l'éducation, l'alimentation et la santé constituent les piliers de la coopération au développement et l'essentiel des projets, les sciences humaines vont exprimer leur désir de participation à la problématique du développement. Aux enseignants, médecins, ingénieurs agronomes et ingénieurs civils vont venir s'ajouter sociologues, anthropologues, économistes, juristes, historiens, pédagogues, etc. Les projets portés par Gembloux vont s'y adapter, de même que la formation des ingénieurs qui va intégrer des disciplines moins techniques dans ses cursus universitaires. Dès lors, au niveau des actions de terrain, il sera parfois bien difficile de différencier la coopération universitaire proprement dite de la coopération universitaire en faveur du développement des populations locales.

Par ailleurs, la situation économique difficile de nombreux pays du Sud, l'arrivée de quelques pays émergents et de leurs sociétés non égalitaires, les stratégies relatives au réchauffement et aux risques climatiques, l'épuisement des sols et des réserves en eau potable, les besoins croissants pour assurer la sécurité alimentaire, l'accroissement des populations dans certaines régions du monde, les phénomènes migratoires, etc., sont autant de facteurs qu'il devient impératif de distinguer entre coopération au développement, aide humanitaire et aide finan-

cière. De nombreux projets développés par Gembloux s'intègrent dans ces problématiques essentielles et qui répondent aux besoins locaux.

Citons quelques sujets:

- Promotion de la diversité des tubercules andins en Bolivie;
- Nouvelles stratégies de lutte contre les ravageurs, vecteurs de maladies virales en milieu rural en Chine;
- Amélioration de l'élevage du porc local en Colombie et des mini-élevages urbains au Congo;
- Valorisation des cultures vivrières mineures en Côte-d'Ivoire;
- Gestion et valorisation durable du ver à soie endémique à Madagascar;
- Protection des ressources en eau des aquifères fissurés au Maroc;
- Ecobilans appliqués à la culture marocaine;
- Méthode de lutte biologique contre la maladie post-récolte des agrumes et des pommes au Maroc;
- Amélioration de la production de haricots au Pérou;
- Gestion des forêts de mangrove au Sénégal;
- Valorisation des sous-produits du coton graine au Sénégal;
- Lutte contre la pauvreté en milieu rural au Vietnam;
- Gestion participative des ressources en eau aux Philippines;
- Aménagement de points d'eau et valorisation agricole périphérique au Burkina Faso;
- Valorisation de la gomme arabique au Burkina Faso;
- Réhabilitation des écosystèmes dégradés face au changement global au Liban;
- Mise en place d'une structure de coordination permanente au Centre agronomique et vétérinaire tropical de Kinshasa au Congo (CAVTK);
- Pôle de développement de contrôle des procédés de séchage des produits traditionnels des bioindustries au Sénégal;
- Amélioration de la qualité de la pomme de terre par les outils biotechnologiques en Tunisie;
- Transformation et valorisation alimentaire des sous-produits des dattes et du palmier-dattier en Tunisie;
- Etude du stress chez les solanacées (pommes de terre et piments/poivrons) en Tunisie;
- Potentialité d'utilisation des fermentations lactiques pour la fabrication et la conservation des produits de charcuterie en Tunisie;
- Encadrement des petites et moyennes entreprises en milieu rural au Vietnam;
- Renforcement des compétences dans l'analyse des politiques et des stratégies de Développement des filières agro-alimentaires au Vietnam;
- Amélioration du contrôle de la qualité des produits alimentaires au Sénégal;
- Développement des ressources fourragères au Sénégal.

De façon plus générale, si certains projets au Sud sont très spécifiques, d'autres s'inscrivent dans de grandes thématiques qui concernent l'analyse des

grandes filières de production et de commercialisation (Asie: filière riz; Afrique: filières cotonnières et fruitières), l'exploitation durable des ressources ligneuses en Afrique centrale, notamment, et plus récemment le développement de la bio-industrie et des industries agro-alimentaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, y compris tout ce qui concerne la valorisation des résultats des recherches vers diverses formes d'industrialisation (groupements de femmes, ateliers, industries plus sophistiquées, etc.).

Au niveau géographique, il faut observer dans un premier temps un désengagement relatif en Afrique centrale, surtout en République Démocratique du Congo, au Rwanda et au Burundi, suite aux crises des années 1990, et, ensuite, quelques retours progressifs dans ces régions via des initiatives telles que la CUD, le Centre agronomique et vétérinaire tropical de Kinshasa au Congo (CAVTK) et des partenaires privés, un accroissement significatif des échanges avec l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Ouest et un statu quo pour ce qui est de l'Amérique latine.

Après avoir joué un rôle majeur dans la mise en place de filières de deuxième cycle dans de nombreuses institutions universitaires étrangères, l'institution gembloutoise est maintenant plus impliquée dans la coopération qui vise à soutenir la création de cycles complémentaires d'études chez des partenaires universitaires privilégiés du Sud (exemple: master international en économie et sociologie rurales au Vietnam). Ce niveau d'action a comme conséquence négative l'abandon de financements locaux pour les premier et deuxième cycles d'études (les grades de bachelier et de master de base) qui en ont pourtant bien besoin vu le nombre élevé d'étudiants dans ces cycles d'études, le manque de personnel qualifié et suffisamment rémunéré, et les moyens de fonctionnement insuffisants (exemple: abandon des travaux pratiques faute de petit matériel de laboratoire, de produits chimiques et même parfois de fluides essentiels comme l'eau).

A ce stade, on constate aussi qu'il y a de moins en moins de coopérants belges dans les institutions universitaires locales ou sur le terrain, que les demandes des partenaires universitaires du Sud sont de plus en plus nombreuses mais que la réponse des universités se réalise de plus en plus difficilement et principalement par des membres de leur personnel relativement âgés, les critères de nomination et de promotion retenus par leurs dirigeants ayant évolué vers de nouveaux indicateurs de performance.

Cependant, l'institution gembloutoise n'a pas totalement suivi cette direction en osant maintenir et développer, avec de jeunes collègues qu'elle recrute, tout le secteur tropical et subtropical du végétal, de l'animal, de la forêt, de l'économie rurale, de la protection des cultures, etc., et en essayant d'implanter des structures techniques avec du personnel expatrié répondant à des besoins impérieux locaux, comme le CAVTK déjà cité.

La coopération devient ainsi de plus en plus complexe, en raison du nombre croissant de partenaires du Sud et du nombre plus élevé de disciplines intéressées, alors que les ressources financières n'augmentent pas proportionnellement.

A la réduction du nombre de coopérants permanents sur le terrain et à la révision de leur statut pécuniaire, pour faire des économies et éviter les saupoudrages, une nouvelle idée fait son chemin: la concentration géographique. Le partenariat renforcé en recherche-développement s'installe aussi pour Gembloux à l'étranger en voulant tisser des liens plus étroits avec le Sud, en particulier pour préparer et soutenir les relèves académiques indispensables.

Le volontariat est aussi apparu et coordonné, via des organisations non gouvernementales (ONG). A Gembloux, des professeurs et des diplômés se sont associés en 1986 pour créer une ONG, Aide au Développement Gembloux (ADG), qui s'active et trouve des débouchés pour de jeunes diplômés à la recherche d'une première expérience outre-mer par différents projets de terrain à travers le monde (Rwanda, 1998-1994; République Démocratique du Congo, 1994-1998 et 2003-2007; Burundi, 2000-2003; Pérou, depuis 1999; Sénégal, depuis 1999, Cambodge, depuis 2000; Laos, 2000-2003; Bolivie, depuis 2007; Venezuela, 2003-2007; Guatemala, 2003-2007; Sri Lanka, depuis 2005).

Action de l'ombre et qu'il faut aussi évoquer, combien importante en matière de relations scientifiques internationales, que représente l'implication permanente de certains professeurs de Gembloux dans la direction ou la codirection de revues scientifiques développant des sujets relatifs au Sud. Parmi elles, citons les *Cahiers Agricultures*, *Tropicultura*, *Bedim* (Bureau pour l'échange et la distribution de l'information sur le mini-élevage), etc.

Même si cela relève davantage de la compétence de l'enseignement, il faut également signaler le nombre croissant de travaux de fins études de bioingénieur réalisés dans les pays du Sud. Au cours des dix dernières années, en moyenne, plus de cent mémoires par année furent défendus à Gembloux, dont 20 % à la suite d'un séjour conséquent dans les pays en développement.

Enfin, en matière d'accueil des étudiants étrangers, il faut noter en 1988 la création de la Maison Nord-Sud (asbl Maison internationale) avec des capacités d'accueil et d'hébergement institutionnelles multipliées par cinq.

En guise de conclusion et perspective

S'il fallait tirer une conclusion et chercher les causes qui motivent ce regard constant de l'institution gembloutoise vers le monde, on serait tenté d'affirmer que les professeurs, les chercheurs de Gembloux possèdent un gène de mobilité dans leur patrimoine qui les incite à parcourir le monde; par ailleurs, compte tenu des bouleversements au niveau géopolitique, la formule «s'adapter ou disparaître» semble avoir toujours été leur devise au cours de ces cent cinquante années d'histoire. Il est vrai que leur champ d'investigation, d'observation et d'expérimentation dépasse largement les vieux murs de Gembloux et ils sont toujours prêts à s'envoler pour découvrir de nouveaux horizons, même dans des endroits parfois difficiles et risqués.

Par ailleurs, caractère particulier, cela est certainement favorisé par la dimension sociale des relations qui se sont développées avec force entre tous les acteurs du partenariat à l'international: les étudiants considérés rapidement comme de futurs ingénieurs, les professeurs, les diplômés et leur association tant en Belgique qu'à l'étranger (Association royale des Ingénieurs issus de la FUSAGX ou AIGX), les autorités, les collègues étrangers, les agriculteurs petits ou grands, les responsables d'entreprises, etc.

En matière d'évolution de la population étudiante étrangère, dès sa création en 1860, l'Institut agricole de l'Etat, situé à Gembloux, a rapidement acquis cette reconnaissance, par la présence de ressortissants non belges venus pour y suivre les cours et cela s'est maintenu jusqu'à ce jour. Globalement, depuis cent cinquante ans et de façon stable, de l'ordre de 25 % des étudiants sont annuellement des ressortissants non belges en provenance de trente-cinq à quarante pays, et principalement issus de pays du Sud (Afrique: 70 %; Asie: 10 %; Amérique du Sud: 5 %).

Cependant, il faut signaler que leur présence se situe essentiellement aujourd'hui dans les masters complémentaires et au niveau de la préparation des thèses de doctorat. La plupart de ces étudiants sont boursiers; ils sont souvent âgés et accompagnés de leur famille, ce qui engendre des modalités d'encadrement et d'accueil très différentes du passé.

Quant aux diplômés belges, ils sont moins nombreux à quitter le pays. L'entretien des relations avec tous les diplômés étrangers, qui sont souvent le seul ferment de la poursuite de relations internationales de longue durée, est un défi qu'il faudra mieux encore que par le passé entretenir et développer.

Par ailleurs, les sciences agronomiques ont énormément évolué, pas simplement au niveau des connaissances nouvelles en matière de productions végétale et animale, mais surtout parce que le domaine des activités s'est largement diversifié intégrant en plus de la parcelle et du champ ou de l'étable, tout ce qui concerne l'environnement et l'aménagement du territoire.

Quant aux secteurs de la chimie, de la biochimie, de la bioindustrie, de la bioinformatique, etc., ils ont été complètement bouleversés ces dernières années par la nécessité de mieux comprendre l'usage des différentes molécules qui composent la matière verte en particulier.

Dès lors, l'agronomie est davantage passée de la plante à la cellule et donc du champ au laboratoire, avec l'obligation d'utiliser des techniques de plus en plus sophistiquées et onéreuses au sujet desquelles les gens du Sud souhaitent aussi acquérir des compétences très pointues et moins générales que par le passé.

Certes, il y a toujours des projets de terrain. Mais les demandes de collaboration des universités étrangères sont beaucoup plus importantes que par le passé pour des activités de type laboratoire car ces institutions sont plus nombreuses ainsi que le nombre de leurs diplômés dont les perspectives éventuelles de carrière via la recherche sont ouvertes et imposent des contraintes qu'ils ne peuvent satisfaire par leurs travaux au sein de leur institution.

Comme chez nous, la plupart des universités rencontrent d'énormes difficultés financières et ont tendance à se privatiser. Dès lors, des demandes de collaboration s'orientent de plus en plus vers le secteur de la valorisation des résultats de la recherche, pour une aide au dépôt de brevets, à la création de *spin-off*, etc.

Mais pour nous agronomes, appartenant à une institution publique, comment encore orienter les activités vers les gens et leurs besoins alimentaires pourtant si importants au Sud ? Comment garder un caractère appliqué de terrain, non nécessairement universitaire, au moment où ce qui est davantage considéré et mis en valeur sont les réussites individuelles par les facteurs d'impact résultant des publications ?

Poser ces questions, c'est déjà y répondre, sachant que ceux du Sud nous regardent et trop souvent nous imitent encore.

Enfin, l'intégration d'une Grande Ecole comme celle de Gembloux au sein d'une structure plus importante comme l'Université de Liège ne doit pas modifier ses perspectives aussi longtemps que l'initiative des partenariats à l'international sera encouragée. C'est aussi une nouvelle et belle opportunité de diversifier les relations avec les collègues du Sud.

REMERCIEMENTS

Que toutes celles et ceux qui ont permis la rédaction de cette trop courte synthèse par leurs actions sur le terrain en soient remerciés. Un remerciement particulier est adressé au professeur honoraire J. Vanderveken à qui j'ai succédé à la tête des relations internationales de 2000 à 2009, et à Madame D. Marin, pour leur contribution significative à cette publication.

BIBLIOGRAPHIE

- LEDENT, A. 1985. La Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à Gembloux, 1860-1985. — Gembloux, Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat, 81 pp.
DAGNELIE, P., DEROANNE, C., SEMAL, J., VANDERVEKEN, J., GEORGES, M. & ROUBINKUVA, A. 1993. Gembloux: une faculté ouverte sur le monde. Les années 1989-1992. — Gembloux, Faculté des Sciences Agronomiques, 63 pp.